

Der Stand der Bauern : bäuerliche Politik, Wirtschaft und Kultur gestern und heute [Peter Moser]

Autor(en): **Mach, André**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **2 (1995)**

Heft 3

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Nutzungsbedingungen

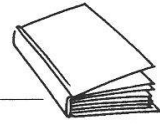
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Jahren eben doch an Bedeutung verloren. Man lernte rasch mit dem Proporz zu leben. Vielleicht erklärt dies auch, warum Hansjörg Siegenthaler verständigungsorientiertes Handeln weiterhin für möglich hält, während Ruedi Brassel diesbezüglich skeptischer ist. Zu fragen wäre allenfalls, ob diese sicher berechtigte Skepsis durch die Schwerpunktsetzung auf die Majorzdoctrin nicht zusätzlich gefördert wurde.

Insgesamt ist «Dissonanzen der Moderne» ein sehr interessantes Buch. Ein bisschen schade ist, dass es nur schlecht (oder überhaupt nicht?) lektoriert wurde. Die einzelnen Bruchstücke hätten dann vielleicht besser miteinander in Bezug gebracht und die vielen kleinen Fehler etwas dezimiert werden können. An Lesbarkeit hätte das Buch damit auf jeden Fall gewonnen.

Franz Horvath (Zürich)

PETER MOSER
DER STAND DER BAUERN
BÄUERLICHE POLITIK, WIRTSCHAFT
UND KULTUR GESTERN UND HEUTE

HUBER, FRAUENFELD 1994, 424 P., FS 85.-

L'ouvrage de P. Moser brosse un vaste historique de l'évolution du monde agricole sous ses aspects politique, culturel et économique. Dans le contexte actuel des négociations du GATT et de la réforme en profondeur de la politique agricole, cet ouvrage apporte un éclairage historique bienvenu sur la place de la paysannerie dans la société suisse. Alors que la paysannerie représentait environ deux tiers de la population active au milieu du 19^e siècle, seuls 4% de la population travaillent encore dans le secteur agricole aujourd'hui. Ces chiffres indiquent bien les profondes transformations subies par ce secteur au cours de ce siècle. Derrière

le caractère «inéluçtable» de l'évolution de l'agriculture dans une société industrielle, se cachent pourtant les enjeux, les intérêts conflictuels et les options politiques divergentes qui ont façonné l'orientation prise par la politique agricole. Ce dernier aspect est au centre de l'ouvrage de P. Moser qui met en particulier l'accent sur l'action politique des milieux paysans. Sans prétendre rendre compte de l'ensemble de l'ouvrage, nous allons maintenant évoquer quelques points qui nous semblent particulièrement intéressants.

À la fin du 19^e siècle, la crise économique et les négociations de différents accords douaniers conduisent les milieux paysans à demander une intervention de l'État pour contrebalancer les répercussions du libéralisme pur et dur. À l'époque, de très fortes divergences persistent au sein de la paysannerie; tandis que les secteurs industriels (Vorort), les milieux des arts et métiers (USAM) et le mouvement ouvrier (USS) ont déjà fondé leur propre organisation faïtière, l'Union Suisse des Paysans (USP) ne voit le jour qu'en 1897. Cette centralisation de la représentation des intérêts paysans va permettre à la paysannerie de parler d'une seule voix pour défendre ses intérêts et à l'USP d'être reconnu comme l'interlocuteur de l'administration fédérale sur les sujets agricoles. Sous l'impulsion de son secrétaire, E. Laur, l'USP va rapidement gagner un poids politique considérable. L'approbation par le peuple de l'accord douanier de 1903, après une campagne vigoureuse de l'USP, est perçue comme une victoire de l'organisation qui a su mobiliser l'électorat paysan. Cet enjeu référendaire a eu pour effet d'accroître les divergences entre les organisations ouvrières, opposées à l'accord, et l'USP. Par ailleurs, l'organisation faïtière des paysans devenait, à travers ce succès, un partenaire incontournable pour les milieux industriels ■ 171

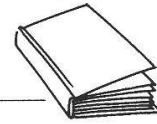
et des arts et métiers dans la formation du «bloc bourgeois». L'intégration des dirigeants de l'USP dans le cercle restreint du processus décisionnel aura des répercussions durables et profondes sur l'ensemble de la vie politique suisse.

Un des aspects particulièrement intéressants de l'ouvrage de P. Moser réside dans son analyse approfondie des divisions qui ont traversé les milieux paysans. L'USP est souvent présentée comme le représentant unique de l'agriculture; pourtant, les différents mouvements de contestation au sein de la paysannerie ont été nombreux et ont suscité de larges débats. Mises à part les unions paysannes (Bauernbünde) des années 1880/90 qui constituèrent les premières formes d'opposition aux sociétés paysannes traditionnelles, l'auteur distingue trois principaux mouvements: le mouvement des jeunes paysans dans les années 30; l'UPS (l'Union des producteurs suisses) et les comités paysans durant la période de 1950 à la fin des années 70 et enfin le VKMB (Vereinigung zum Schutz der kleinen und mittleren Bauern) dans les années 1980.

Avec la détérioration de la situation matérielle de la paysannerie à la fin des années 20 et au début des années 30, de fortes divisions sont apparues au sein des organisations paysannes. Aussi bien au sein des partis cantonaux du BGB (Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei) que de l'USP, certains courants des jeunes paysans se rapprochèrent du PSS et de l'USS pour s'opposer à la politique économique du Conseil fédéral; ils s'engagèrent ainsi en faveur de l'initiative de crise et dans le mouvement des lignes directrices. Suite aux divisions avec la gauche sur les questions de la politique financière, le mouvement des jeunes paysans, malgré une forte implantation dans plusieurs cantons alémaniques (BE, SG et AG), perdit toutefois de son poids à la fin des années 30.

Durant l'après-guerre, l'accélération du processus de rationalisation et de mécanisation des méthodes de production agricole a eu pour effet de diminuer le nombre de paysans et d'augmenter la taille des exploitations. L'augmentation, jugée insuffisante par les milieux paysans, du prix du lait et les difficultés d'écoulement des fruits et du vin suscitèrent de nombreuses critiques au sein de la paysannerie. Cette insatisfaction se traduisit tout d'abord par la création de l'UPS en Suisse romande, puis par les manifestations paysannes de 1954 et 1961, soutenues également par l'USP. La résurgence d'une opposition paysanne organisée, composée de l'UPS et des comités paysans, prit forme à la fin des années 60 suite aux mesures de réduction du prix du lait acceptées par les organisations officielles.

Dans le prolongement du mécontentement des petits paysans à l'égard du contingentement laitier qui ne faisait qu'accentuer les inégalités de revenu au sein de la paysannerie, le VKMB vit le jour au début des années 80. La principale revendication du VKMB portait sur une répartition plus juste des subventions agricoles par une différenciation des prix en fonction de la taille des exploitations et non plus des quantités produites. Avec l'appui de Denner, le VKMB se distingua par le lancement de l'initiative, dite des petits paysans, qui faillit être acceptée par le peuple malgré l'opposition des principales forces politiques. Par la suite, le VKMB adapta ses revendications en fonction des exigences du GATT et dans le sens d'une écologisation de l'agriculture, ce que l'USP fit avec beaucoup plus de lenteur. Concernant la réorientation de la politique agricole (mesures écologiques, paiements directs), l'analyse de P. Moser reste trop descriptive; il aurait été intéressant d'évaluer l'influence des pressions externes du GATT et le rôle du VKMB dans le processus de réforme.



En filigrane de l'ensemble du livre et de façon explicite dans l'épilogue, P. Moser soulève la question de la situation des paysans dans une société capitaliste et de leur positionnement par rapport au mouvement ouvrier et à la bourgeoisie. À la fois entrepreneurs et travailleurs, dépendants de l'État, mais aussi soumis, dans une certaine mesure, aux règles du marché, les paysans ont constamment exprimé dans leur discours la complexité de leur situation sociale; cela s'est notamment traduit à travers les nombreuses divisions évoquées plus haut. La paysannerie incarne de façon exemplaire les multiples contradictions qui traversent notre société et constitue en cela un sujet d'étude très riche. Malgré l'ampleur de la période couverte, P. Moser, en se basant tant sur d'abondantes sources primaires que sur la littérature existante, a su rendre compte avec précision des multiples aspects caractérisant l'évolution du monde agricole.

André Mach (Lausanne)

ADRIAN VATTER
EIGENNUTZ ALS GRUNDMAXIME
IN DER POLITIK?
EINE ÜBERPRÜFUNG DES EIGENNUTZAXIOMS DER ÖKONOMISCHEN THEORIE DER POLITIK BEI STIMMBÜRGERN, PARLAMENTARIERN UND DER VERWALTUNG

PAUL HAUPT, BERN 1994, 377 S., 26 TAB., FR. 68.–

Wie steht es um die empirische Relevanz des «Modells vom nutzenmaximierenden Individuum», das seit einiger Zeit in den anglo-amerikanischen Sozialwissenschaften und neuerdings auch in der hiesigen Geschichtswissenschaft mit so viel Selbstgefälligkeit daherkommt? (Vgl. «Debatte» in *Traverse* 1994/3). Adrian Vatter hat in seiner politologischen Ber-

ner Dissertation den Versuch unternommen, dieses Modell einer empirischen Überprüfung zu unterziehen. Dabei hat er wie einstmals Odysseus einen Weg zwischen Skylla und Charybdis gesucht: Einerseits betrachtet er «die Eigennutzannahme nicht [...] als deduktiv festgelegte Ausgangsbedingung», wie das die Vertreter der Ökonomischen Theorie der Politik üblicherweise tun. Andererseits schliesst Vatter das «Modell vom nutzenmaximierenden Individuum» auch nicht zum vorneherein als Erklärung für das Verhalten von politischen Akteuren aus, wie das etwa Vertreter eines soziologischen Ansatzes in der Politikwissenschaft praktizieren. Stattdessen definiert Vatter das «Grundaxiom vom eigennütigen Akteur zur abhängigen Variablen» um und eröffnet damit die Möglichkeit seiner empirischen Falsifizierung. Vatters Interesse ist «nicht die grundsätzliche Zustimmung oder Verwerfung des Eigennutzaxioms», sondern die Frage, «unter welchen Bedingungen sich politische Akteure eigennützig im Sinne der Ökonomischen Theorie der Politik verhalten und welche empirische Relevanz dieses zentrale Grundaxiom des ökonomischen Theorie-modells besitzt». (S. 16)

Die politischen Akteure, deren Verhalten Vatter untersucht, sind die StimmbürgerInnen, die nach den Annahmen der Ökonomischen Theorie der Politik ihren persönlichen Nutzen, ParlamentarierInnen, welche ihre Wiederwahlchancen, und Verwaltungsstellen, welche ihr Budget maximieren. Um eine empirische Überprüfung des Eigennutzaxioms vornehmen zu können, muss Vatter einen engen Nutzenbegriff verwenden. Er ist sich bewusst, dass jede weitgefassete Nutzendefinition empirisch nicht überprüfbar, weil tautologisch ist.

Getestet werden die Hypothesen an zwanzig Entscheidungsfällen, bei denen ein «örtlich begrenzter Nutzen des Ent-